

dont les plus grands cerveaux de la nation allemande avaient été groupés afin d'étudier la question de la reconstruction et d'une reprise économique éventuelle et la manière dont ces gens-là avaient établi un plan précis et l'avaient présenté au gouvernement allemand pour qu'il l'applique. Il dit que c'est grâce à cette planification qui a eu lieu entre les secteurs de l'entreprise privée, d'une part, et le gouvernement, d'autre part, que l'Allemagne de l'Ouest a pu se relever aussi rapidement.

Quand la France s'est trouvée désorganisée avant l'arrivée, une fois encore, du général de Gaulle au timon de l'État, des mesures audacieuses s'imposaient. La planification économique a été instituée par ce grand homme que nous saluons ce soir. Une de ses premières déclarations, après son entrée en fonctions, fut pour annoncer qu'il recruterait les meilleurs cerveaux de France—ce pays qui a donné le jour à tant de brillants esprits—pour que tous ensemble, ils élaborent immédiatement un programme qui mènerait à la reconstruction économique du pays. Cette époque n'est pas tellement lointaine. Après quatre années à peine, je pense, nous voyons aujourd'hui la France jouer un rôle de premier plan parmi les nations du monde. Ceux qui ont eu l'occasion d'aller en France récemment auront vu de leurs yeux une prospérité comme ce pays n'en avait jamais connue, même avant la seconde guerre mondiale. Ils auront vu des industries se construire et des débouchés se dessiner pour les produits de ces industries; ils auront été témoins d'une vie nouvelle, d'une ambition nouvelle parmi les Français. Ces résultats merveilleux sont le fruit de cette planification réalisée par la libre entreprise d'une part et, d'autre part, par les membres du gouvernement de la France sous la direction inspirée du général de Gaulle.

Examinons le cas du Japon, en Extrême-Orient, nation qui fut notre ennemie jusqu'à ces dernières années et qui est devenue l'un de nos amis. Que découvrons-nous? Une économie en pleine expansion et qui, encore une fois, est le fruit d'une planification judicieuse de la part de l'entreprise privée et des pouvoirs publics. Telle est la façon dont il faut assurer la planification. Nous devons éviter à tout prix cet écueil que représente la domination d'un groupe par l'autre. Gardons-nous de permettre à l'État de dominer les forces de la libre entreprise, aussi bien que de laisser celles-ci régenter l'État. Il doit y avoir association. Il faut un effort de la part de tous les hommes libres de la nation. Par l'unité et par un travail concerté dans un climat de compréhension et de respect mutuels, les citoyens réussiront à répéter les progrès magnifiques qui ont été accomplis grâce aux efforts du gouvernement conservateur, efforts qui ont

provoqué une déclaration selon laquelle le Canada a connu, du point de vue commercial, sa meilleure année depuis 1956. Nous ne devons pas dormir sur nos lauriers. Nous devons progresser et servir la population du Canada, c'est notre devoir, et nous pourrions le mieux y arriver si nous approuvons à l'unanimité la création de l'office national de développement économique qui marquera une nouvelle étape dans l'avancement de notre nation.

**M. John R. Matheson (Leeds):** Monsieur l'Orateur, nous avons entendu le ministre associé de la Défense nationale faire ce soir avec feu le panégyrique du gouvernement et de ses réussites. Il semble ressortir de ses propos qu'en 1962 le niveau de notre production a rejoint ou dépassé celui de 1956, mais de ce côté-ci de la Chambre nous ne voyons guère matière à applaudissements. Tout à l'heure, le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales (M. Dinsdale) a exalté les réussites du premier plan quinquennal, dont le gouvernement s'enorgueillit, mais qui laisse l'opposition de glace. Il y a quelques semaines à peine en effet, le gouvernement a répondu à certaines questions, et en particulier à celle qui avait trait au revenu net de nos cultivateurs; le ministre avait alors indiqué clairement que depuis l'accession au pouvoir du gouvernement actuel le revenu net des agriculteurs a fléchi chaque année un peu davantage. Les faits ont été consignés au hansard, et on peut aisément les vérifier. Interrogé sur la productivité par tête au Canada, le gouvernement a dû reconnaître que celle-ci aussi avait baissé d'année en année; songeons qu'elle monte en Europe occidentale et au Japon. Comment ne pas voir alors qu'en dépit de son expansion démographique le Canada a amorcé une courbe descendante, notamment dans le domaine des échanges commerciaux. Il y a quelques instants, on a signalé la stabilité de notre dollar, chose qui nous réjouit. Il est évident qu'une des raisons pour cela, c'est le niveau de plus en plus élevé du chômage. Dans ma localité, il y a plus de chômage à l'heure actuelle qu'il y a un an, alors que la situation était considérée comme grave.

En fait, le nombre de faillites n'a cessé d'augmenter au cours de l'an passé, de sorte que, par suite des faillites de 1960, plus nombreuses, de 1961 et, plus nombreuses encore, de 1962, les prix se sont stabilisés. Somme toute, si les ressources continuent de n'être pas plus utilisées au Canada qu'elles l'ont été depuis deux ou trois ans, nous n'aurons sûrement pas d'inflation; mais il existe d'autres problèmes.

Le ministre a parlé récemment des observations faites par le président Kennedy au sujet des recherches économiques de l'OCDE.